

Fourniture de documentation Française et Étrangère - Monographies

Cahier des clauses particulières (CCP)

ACCORD-CADRE N°

2

0

2

5

-

0

2

1

Consultation n°











2025-021

SOMMAIRE





1.	DÉFINITIONS	3
2.	OBJET DU CONTRAT	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	5
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	7
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT.....	7
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS.....	10
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	16
8.	LITIGE ET SANCTIONS.....	21
9.	FIN DU CONTRAT.....	22

Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Fourniture de documentation Française et Étrangère-Monographies
	Acheteur	Ecole normale supérieure - PSL
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de fournitures
	Structure	5 lots
	Lieu d'exécution	Bibliothèques de l'ENS-PSL
	Drée	Le contrat est conclu pour une durée de 12 mois à compter de la notification du contrat. Il est reconductible trois (3) fois par période de 12 mois par tacite reconduction sans que la durée totale du marché ne puisse excéder quatre (4) ans.
	Développement durable	Sans objet
	Pénalités de retard	Les pénalités sont définies à l'article 8 du CCP
	Variation des prix	Ferme et non révisable
	Nature des prix	Prix unitaires

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Fourniture de documentation Française et Étrangère-Monographies**

Par documentation, il faut entendre :

- 1) les monographies, i. e. tous les ouvrages isolés, le plus souvent dotés d'un ISBN, achetés à l'unité, en commande ferme,
- 2) les collections de monographies (parfois identifiées par un ISSN) pour lesquelles l'ENS choisit de passer une commande permanente (standing order).

Les monographies en plusieurs volumes, appelées suites, ou paraissant sous forme de fascicules, peuvent également faire l'objet d'une commande permanente.

Les monographies, les suites et collections, peuvent faire l'objet d'une demande de fourniture sous forme papier.

■ **Lieu de livraison :**

Entité	Lieu d'exécution
Bibliothèque de Lettres et Sciences humaines	45, rue d'Ulm 75230 Paris cedex 05
Bibliothèque de Sciences humaines et sociales	48, bd Jourdan 75690 Paris cedex 14
Bibliothèque des Sciences expérimentales	29, rue d'Ulm 75230 Paris cedex 05
Bibliothèque de Mathématiques et Informatique	45, rue d'Ulm 75230 Paris cedex 05
Bibliothèque des Sciences expérimentales	29, rue d'Ulm 75230 Paris cedex 05
Centre documentaire du CAPHÉS	29, rue d'Ulm 75230 Paris cedex 05
Bibliothèque d'Archéologie	45, rue d'Ulm 75230 Paris cedex 05
Bibliothèque des Archives Husserl	45, rue d'Ulm 75230 Paris cedex 05
Bibliothèque d'agrégation physique-chimie	1, rue Maurice Arnoux 92120 Montrouge
Bibliothèque de Physique théorique	24, rue Lhomond 75231 Paris cedex 05

Ainsi que les différents départements constitutifs de l'ENS, les Unités Mixtes ENS/CNRS et tous les services administratifs de l'ENS.

■ **Pièces contractuelles :**

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement
- le présent Cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes éventuelles ;
- le cadre de réponse technique et financier (CRTF)
- Catalogue des prix publics
- le Cahier des clauses administratives générales (CCAG) Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- Les normes et règlements en vigueur régissant l'objet du marché ;
- le dossier questions/réponses établi lors de la consultation et retraçant l'ensemble des échanges et les précisions apportées par l'Acheteur pendant la consultation ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à se conformer aux conditions figurant dans les pièces contractuelles du marché. Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation ni prétendre à une quelconque indemnité du fait de l'exécution du marché.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Ecole normale supérieure - PSL**, représenté par Monsieur le Directeur

Ecole normale supérieure - PSL.

Adresse et coordonnées :

45 rue d'Ulm
75230 Paris cedex 05

■ **Représentation des parties :**

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le pouvoir adjudicateur est représenté, sous réserve de changement ultérieur, **par le responsable ou toute personne habilitée de la Bibliothèque des Lettres et des Sciences humaines et sociales**.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations vis-à-vis de la Bibliothèque des LSHS et transmet, par écrit, son nom et ses coordonnées au service concerné.

Ce responsable sera l'interlocuteur privilégié la Bibliothèque LSHS.

En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire propose l'organisation la plus adaptée pour la durée d'exercice de la prestation. Il est responsable des moyens humains qu'il met en place pour réaliser sa prestation.

■ Désignation des sous-traitants en cours de marché :

Les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Néanmoins le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture.

Pour les sous-traitants le titulaire devra fournir les actes spéciaux DC4, au plus tard, un mois avant le début de leurs prestations sauf situation exceptionnelle laissée à l'appréciation du pouvoir adjudicateur.

Conformément aux articles R..2193-3 à 7 et R.2193-1 à R.2193-9 du Code de la Commande Publique et à l'article 3.6 du CCAG/FCS, pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire devra fournir :

- la déclaration de sous-traitance (formulaire DC4). Le montant des prestations sera présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché,
- un extrait Kbis et un extrait du répertoire SIRENE (INSEE) de moins de trois mois,
- une copie des contrats d'assurance de responsabilité civile,
- un RIB,
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec les prestations sous-traitées:
- les qualification(s) professionnelle(s);
- liste des prestations en cours d'exécution ou exécutées au cours des 3 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **fournitures**.

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations sont décomposées comme suit en **5 lots**.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à **bons de commande sans minimum et avec maximum** mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Lots	Montant minimum annuel € HT	Montant maximum annuel € HT
Lot n°1 : Monographies de sciences publiées en France et à l'étranger	Sans montant minimum annuel HT	85 000,00 € HT
Lot n°2 : Monographies de sciences humaines publiées en France, au format papier, commandées isolément	Sans montant minimum annuel HT	120 000,00 € HT
Lot n°3 : Monographies de sciences humaines et sociales publiées à l'étranger, au format papier, commandées isolément	Sans montant minimum annuel HT	140 000,00 € HT
Lot n°4 : Suites et collections de sciences humaines et sociales publiées en France	Sans montant minimum annuel HT	80 000,00 € HT
Lot n°5 : Suites et collections de sciences humaines et sociales publiées à l'étranger	Sans montant minimum annuel HT	120 000,00 € HT

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et donne lieu à la conclusion de bons de commande au fur et à mesure des besoins.

Le montant estimatif annuel et non contractuel des commandes est exprimé en euros.
Le montant estimatif annuel suivant est donné à titre indicatif.

Les montants estimatifs et non contractuels sur une année pleine sont de l'ordre de :

Lot 1	76 000 € HT
Lot 2	100 000 € HT
Lot 3	120 000 € HT
Lot 4	40 000 € HT
Lot 5	80 000 € HT

A titre indicatif et non contractuel, la bibliothèque des lettres et sciences humaines et sociales Ulm-Jourdan commande environ 8.000 titres par an tous lots confondus.

Les lots 3, 5 concernent des livres publiés principalement en Allemagne, en Italie, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

■ **Présentation des bons de commande :**

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

4. DURÉE DU CONTRAT

Le contrat est conclu pour une durée de **12 mois** à compter de la notification du contrat.

Il est reconductible **trois (3) fois par période de 12 mois** par tacite reconduction sans que la durée totale du marché ne puisse excéder quatre (4) ans.

Toutefois, si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire le marché, ce dernier le notifiera au titulaire du marché trois (3) mois avant l'échéance de la période en cours.

La non-reconduction ne donne pas droit à indemnités.

Le titulaire ne pourra s'opposer à la reconduction

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **unitaires**.

Les prix sont les prix publics annoncés par l'éditeur.

Les prix figurant dans l'offre du fournisseur sont réputés établis aux conditions économiques à la date de remise de l'offre.

Le prix est déterminé en appliquant au prix public éditeur en vigueur à la date de facturation la remise figurant dans l'acte d'engagement.

La remise est unique et elle est fixée pour toute la durée du marché.

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires ;
- les frais de port.

Il est entendu que les tarifs pratiqués par le titulaire doivent être établis en conformité avec la réglementation en vigueur.

■ Offres promotionnelles :

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire s'engage à informer l'acheteur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine et la durée de validité de la promotion.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au contrat.

Les prix seront déterminés en appliquant remise de base, taux d'escompte, offres promotionnelles, ou

commissions indiquées par le titulaire du marché et mentionnés en pourcentage sur la facture présentée. Si le titulaire propose durant la durée de l'accord-cadre, de façon exceptionnelle et ponctuelle, à l'ensemble de sa clientèle, un produit à un prix inférieur à celui résultant de l'application des clauses contractuelles, l'ENS doit être informée et bénéficier de ces nouvelles conditions pendant la période de promotion.

Toute modification de la base tarifaire est obligatoirement signalée par le(s) titulaire(s) à la bibliothèque et au service de la commande publique.

En-dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis au contrat. Les promotions peuvent également consister en une augmentation des quantités ou à une augmentation de la qualité du produit pour un prix identique.

Toutes les réductions pratiquées par les éditeurs doivent être répercutées par le titulaire.

■ **Variation des prix :**

Les taux de remise sont fermes, non révisables et non ajustables pour la durée totale du marché, reconduction comprise.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

Les prix seront indiqués hors taxe pour les publications étrangères et, pour les publications françaises, hors taxes et toutes taxes comprises.

5.2. Conditions de paiement

■ **Avance :**

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du contrat est supérieur à 50 000,00 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois.

Le taux de cette avance est fixé à 5%.

Le taux de l'avance, si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, est fixé dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance n'est pas actualisable.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée dès que le montant cumulé des prestations dépasse 65% du montant initial du contrat.

■ **Paiement des membres du groupement :**

En application de l'article 12.1 du CCAG, en cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

■ **Prix de règlement :**

La facture doit donc porter systématiquement le prix éditeur du pays d'origine (list price, gebundener Ladenpreis etc....) TTC et HT.

La facture sera établie en euros pour les publications éditées dans la zone euro. Elle sera établie en euros ou en devises pour les fournisseurs situés hors de la zone euro ou hors d'Europe.
S'agissant de :

a) fournitures des pays de la zone euro ; ces fournitures sont facturées par le titulaire suivant le catalogue tarifé de l'éditeur en vigueur à la date de la passation de la commande par les services de l'ENS.

b) fournitures des pays hors zone euro ; Pour les documents hors zone Euro, les taux de change applicables sont les taux de chancellerie officiels à la date d'établissement des bons de commande correspondants et annexés à ces derniers.

Ces taux sont disponibles à l'adresse suivante :

http://www.economie.gouv.fr/dgfip/taux_chancellerie_change

Le titulaire devra utiliser les taux de change annexés à la commande pour toutes les factures (et avoirs) qu'il sera amené à produire pour cette commande.

Le taux de conversion des devises étrangères pour les monographies éditées hors de la zone euro est celui de la date du bon de commande.

Dans les cas, exceptionnels, où :

a) le prix facturé ne serait pas calculé à partir du prix public hors taxes (marge accordée par l'éditeur au fournisseur inexistante ou insuffisante par exemple),

b) des frais (port par exemple) seraient ajoutés,

l'absence de remise et/ou le surcoût seront portés explicitement sur la facture, à côté du titre du document concerné, faute de quoi l'École normale supérieure se réserve le droit de prélever directement la remise lors des opérations de mandatement.

Afin de permettre aux services de l'ENS d'effectuer des contrôles, le titulaire peut être tenu de justifier les prix et modifications de prix signalées, par tout moyen de preuve (tarifs, barèmes, copie de lettres, circulaires, factures ou catalogues reçus des éditeurs ou distributeurs).

Cette demande du pouvoir adjudicateur s'effectue dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture. Cette demande est suspensive des délais de paiement.

Les Bibliothèques s'autorisent à exercer des contrôles des prix publics pratiqués directement auprès des éditeurs.

En cas d'écart constaté entre le prix notifié sur la facture et le prix public communiqué par l'éditeur, le titulaire aura l'obligation de justifier l'écart constaté.

Cette demande du pouvoir adjudicateur s'effectue dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

Il pourra lui être demandé le reversement de la différence en l'absence de justification valable.

Le titulaire devra joindre à la facture un justificatif de la date d'envoi de la commande aux éditeurs.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- Le numéro du compte bancaire (tel qu'indiqué à l'acte d'engagement) ;
- La date d'exécution des services ou de livraison des fournitures ;
- La désignation de la bibliothèque ou du service débiteur et du responsable de la commande (La rubrique adresse de facturation figurant sur le bon de commande devra être reprise) et son SIRET ;
- Le numéro de l'accord-cadre : 2025-021, du lot concerné et de l'avenant le cas échéant ;
- La date et le numéro du bon de commande ou des listes d'abonnements ;
- La mention " commande ferme " ou la mention " commande permanente " (standing order),
- Pour chacune des prestations rendues, la dénomination précise, les prix unitaires officiels du catalogue de l'éditeur TTC et HT le cas échéant, et les quantités ;
- Tous rabais, remises de base, ristournes ou escomptes et le cas échéant commission prélevée, chiffrés (% et montant) et appliqués aux prix unitaires officiels ainsi que les tarifs DDP ;
- Le cas échéant la remise spéciale adhérent à des sociétés savantes ;
- Le cas échéant le prix des prestations accessoires ;
- Le montant et le taux de taxe sur la valeur ajoutée légalement applicable à la date du bon de

- commande ;
- Le montant total à payer, remises déduites ;
- Le mode d'acheminement ;
- Le poids, pour les publications éditées hors de France.
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

■ Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

■ Autorité compétente pour payer les dépenses :

Monsieur l'Agent comptable de l'Ecole normale supérieure - PSL
45 rue d'Ulm
75230 Paris cedex 05

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J / 365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Clause technique :

Pour la réalisation des prestations, les prescriptions techniques suivantes s'appliquent :

Les différentes prestations assurées au titre de l'accord-cadre sont définies dans le présent chapitre 6 et le cadre de réponse technique et financier.

Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord-cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de l'accord-cadre).

Le titulaire est soumis au minimum à la réglementation en vigueur rappelée dans cet accord-cadre et devra appliquer toutes les nouvelles règles qui pourraient se faire à ce jour pendant toute la durée du marché, période(s) de reconduction(s) comprise(s).

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir compter de la date de notification du bon.

■ Devis et Délais

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande suite à l'établissement **d'un devis au préalable** conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre et de l'offre du titulaire.

Toutefois, au-delà d'un délai de trois (3) mois à compter de la date d'émission du bon de commande, si la prestation n'est pas livrée la bibliothèque émettrice de cette commande se réserve la possibilité d'annuler le bon de commande (ce qui équivaut à l'annulation de la commande).

La date prévisionnelle et non contractuelle de début d'exécution de cet accord cadre **est prévue à compter du 10 septembre 2025 pour les 5 lots.**

Les bons de commandes peuvent être envoyés jusqu'au dernier jour d'exécution de cet accord-cadre avec une exécution maximale de quatre (4) mois à compter de cet envoi.

Devis

Avant la passation des commandes, des devis peuvent être demandés par les services prescripteurs. Ils doivent être transmis gratuitement par le titulaire. Ils doivent préciser :

- le titre et l'ISBN ;
- le nom de l'éditeur ;
- le format (papier ou électronique) ;
- le montant hors taxes dans la devise d'origine et le taux de remise au titre de l'accord-cadre ;

Délais de base

Les délais maximums de livraison sont fixés ci-dessous. Le délai court à compter de la réception de la commande.

Sauf mention contraire, le bon de commande impliquera le respect des délais proposés ci- dessous.

En cas de commande urgente, le délai fixé est celui auquel le candidat s'est engagé dans son offre.

Si un document " à paraître " n'est pas paru avant la date du bon de commande, le délai ne court qu'à compter de la date de parution effective de l'ouvrage.

Le titulaire s'engage à assurer le suivi des commandes et des relances auprès des éditeurs.

Il indique sans délai par mail et en tout état de cause avant le dernier jour du délai de livraison, les documents épuisés ou dont la fourniture nécessite un délai supérieur à 1 (un) mois pour les documents français et à 2 (deux) mois pour les documents étrangers, à compter de la date de réception de la commande.

Les demandes de renseignements, de correction des coordonnées-clients, les réclamations, les devis doivent être pris en compte par le titulaire dans **un délai de 5 jours**. Le titulaire est tenu d'informer le service acheteur des démarches engagées.

Les délais de livraison maximum, appliqués à compter de la date de commande ou de la date de parution, s'il s'agit de monographies relevant de commandes permanentes (sans que le service ait à procéder à l'émission d'un bon de commande ad hoc), sont de :

- 20 jours maximum pour les livres français ;**
- 30 jours maximum pour ceux en provenance d'Europe ;**
- 40 jours maximum pour ceux en provenance du reste du monde.**

Pour l'activation des accès électroniques, le délai, à compter de la date de la commande, est de 5 jours

maximum.

Le candidat peut, dans son offre, proposer des délais plus courts. Il l'indique alors dans le cadre de réponse technique et financier.

■ **Prolongation des délais**

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions aux articles 13.3 du CCAG FCS 2021.

Les dispositions de ces articles sont complétées par les dispositions suivantes :

Si le titulaire propose un nouveau délai, le bon de commande devient définitif avec ce délai, sauf si l'administration exprime son désaccord dans un délai de quinze jours, par courrier postal ou courrier électronique.

Dans ce dernier cas, ce désaccord vaut annulation du bon de commande.

Toutefois, au-delà d'un délai de trois (3) mois à compter de la date d'émission du bon de commande, si la prestation n'est pas livrée la bibliothèque émettrice de cette commande se réserve la possibilité d'annuler le bon de commande (ce qui équivaut à l'annulation de la commande).

■ **Transports et modalités de livraison :**

Conformément à l'article 21 du CCAG, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport et notamment : éviter la circulation pendant les heures de pointe, transport groupé des marchandises, favoriser les modes de transports les plus respectueux de l'environnement.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG Fournitures courantes et services, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Les fournitures sont expédiées sous la responsabilité du fournisseur par envois postaux ou par transporteur et livrées franco de port, d'emballage, de manutention et d'assurance au lieu et aux horaires d'ouverture précisés en début de marché.

Elles sont accompagnées d'un bon de livraison indiquant :

- la date d'expédition,
- la référence de l'accord-cadre, le numéro et la date du bon de commande,
- l'identification de la bibliothèque,
- l'identification du titulaire,
- la désignation et l'adresse complète du service destinataire,
- le destinataire des produits, qui reçoit et vérifie la commande,
- les caractéristiques essentielles des produits,
- le nombre d'exemplaires livrés, et, quand il y a lieu, leur répartition par colis.

Si le titulaire n'est pas immatriculé dans un pays de l'Union européenne, chaque livraison devra être accompagnée d'une fiche d'identification de douane indiquant le poids, la valeur et le mode de transport des documents livrés.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature d'un double du bulletin de livraison.

■ **Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :**

Le cas échéant, en vue de l'exécution de l'accord-cadre, des matériels, objets et approvisionnements seront remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit.

■ **Emballage :**

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport.

Les emballages restent la propriété du titulaire qui prend en charge leur réutilisation ou recyclage.

■ **Stockage des fournitures :**

Le titulaire n'est pas tenu de stocker les fournitures après leur admission.

6.2. Vérification des prestations

■ **Niveau d'obligation prévu au contrat :**

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ **Opérations de vérification des fournitures :**

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'acheteur effectue ces vérifications lors de la livraison des fournitures. Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

Si la quantité livrée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bon de livraison, le bon est rectifié et signé par les personnes en charge de la livraison pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter les fournitures qui contiennent des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

Dispositions spécifiques :

Les opérations de vérification sont les suivantes :

Conformité avec l'objet et les quantités stipulées sur la commande :

Si la facturation ne correspond pas à la livraison, le document facturé mais non servi sera livré dans des délais rapides sans intervention systématique du service commanditaire.

Vérification qualitative, pages manquantes, constat des impressions, brochages, reliures défectueuses :

- Tout ouvrage défectueux et/ou endommagé sera remplacé, aux frais du titulaire, y compris le remboursement des frais d'envoi, dans les meilleurs délais.
- La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du titulaire ;
- Le titulaire s'engage à remplacer un ouvrage dont le caractère défectueux (pages manquantes, défaut de pagination, défaut d'impression, etc.) serait constaté tardivement par la bibliothèque, y compris après tamponnage et/ou apposition d'un code-barres.
- En cas d'impossibilité de remplacement, un avoir de la somme correspondante sera adressé avec la facture suivante.

Pour ce qui est de l'électronique :

Tout retard ou toute interruption du fonctionnement régulier donnera lieu à un avoir au prorata de l'interruption ainsi qu'à la perception des pénalités prévues dans le C.C.P.

Réclamations : elles émaneront des bibliothèques et/ou services émetteurs des bons de commandes. Admission : elle sera prononcée par le ou la responsable du service ou ses représentants.

Les réclamations seront faites **sans frais** auprès des éditeurs par le titulaire qui avisera le service concerné de la réponse de l'éditeur.

Il s'agira aussi bien des réclamations transmises par l'ENS que des réclamations spontanément déclenchées par le titulaire auprès des éditeurs, au vu des délais de livraison à respecter.

Plus généralement, et en plus des mentions portées le cas échéant sur les factures ("épuisé", "manquant", ...) les bibliothèques seront tenues informées, **au moyen d'un compte rendu mensuel** adressé par courrier postal ou courrier électronique, du suivi complet des commandes par le titulaire (réclamations en cours, réponses des éditeurs, suivi ultérieur des commandes d'ouvrages signalés "manquants" dans un premier temps, recherches éventuelles sur le marché des livres épuisés etc.).

Par dérogation à l'article 28.2 du C.C.A.G.-F.C.S., le délai imparti à la personne publique pour procéder aux opérations de vérification et notifier sa décision au titulaire est **de six mois maximums**. Passé ce délai dans le silence de la personne publique, la décision d'admission des prestations est réputée acquise.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

■ **Personnes en charge des vérifications des prestations :**

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont les personnes dûment habilitées.

■ **Clause de réexamen et modifications du contrat :**

Si au cours de l'exécution du contrat, les parties contractantes ont connaissance d'une **solution technique innovante** en rapport avec l'objet du contrat, celle-ci peut être mise en œuvre par le titulaire en dérogeant aux prescriptions du cahier des charges, avec l'accord de l'acheteur et sur proposition titulaire. Ces modifications doivent être de nature à améliorer les caractéristiques des prestations objet du contrat pour un coût équivalent, réduire les coûts de revient ou l'impact environnemental du processus de fabrication notamment. Elles ne doivent néanmoins pas être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.

Si un événement imprévisible et étranger à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie du contrat en ce qu'il impacte la tarification des prestations prévues au contrat, les parties au contrat peuvent convenir de l'introduction d'une **clause d'évolution des prix**.

Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques du contrat, la réalisation des prestations prévues au contrat dans leur niveau de qualité ou de prix.

Dans le cadre d'événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de **mesures transitoires de prévention et de sécurité**.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

L'acheteur s'engage à ne pas appliquer la révision en cas de révision négative (coefficient inférieur à 1 suite à une baisse de valeur des index) dès lors que le titulaire subit un événement :

- imprévisible au moment de la conclusion du contrat ;
- étranger à la volonté des parties ;
- qui bouleverse l'économie du contrat.

En cas de cessation d'activité, cession de contrat, décès, difficultés techniques ou financières empêchant la mise en œuvre des obligations contractuelles, le titulaire ou son représentant légal peut proposer à l'acheteur un nouveau titulaire pour le remplacer.

L'acheteur vérifie que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et apprécie ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire. A l'issue de cet examen, l'acheteur accepte ou refuse la substitution. En cas de refus le contrat est résilié sans indemnisation.

Cette même possibilité est offerte à chacun des membres en cas de groupement, après accord de l'ensemble des cocontractants, en cas de substitution d'un membre ou recomposition des responsabilités entre les membres du groupement. En cas de refus de l'acheteur ou de désaccord entre les membres du groupement, l'acheteur résilie totalement ou partiellement le contrat et sans indemnisation

6.3. Développement durable

■ Clause environnementale :

Conformément à l'article 21 du CCAG, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport

6.4. Autres stipulations

■ Clause de non-exclusivité :

En cas de non-respect des délais susvisés l'ENS se réserve le droit d'annuler la commande afin de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur de son choix, sans que cette annulation puisse donner lieu à une indemnisation pour quelque cause, raison ou motif que ce soit.

Sont exclus du présent accord-cadre, les livres relevant d'accords négociés par des organismes dont l'ENS est membre ou de groupements de commande dont elle fait partie.

Sont également exclus, les livres pour lesquels l'éditeur se réserve la diffusion ou accorde l'exclusivité à un diffuseur, ainsi que les souscriptions et ouvrages dont l'éditeur refuse la vente par un intermédiaire.

Exclusion prix membership

Les Bibliothèques sont adhérentes d'un membership tels que la Société mathématiques de France (SMF), la société américaine de mathématiques ou encore l'EMS (European Mathematical Society). Des remises sont pratiquées pour les membres individuels ou institutionnels permettant ainsi d'obtenir certaines prestations (livres, monographies) à des prix avantageux.

Ainsi, les bibliothèques auront la possibilité de commander directement en dehors de l'accord-cadre auprès de ces sociétés certaines prestations si les prix proposés par le titulaire du marché sont supérieurs aux prix pratiqués par ces sociétés, et ce sans que le titulaire ne puisse élever aucune contestation.

Ces prestations en dehors de l'accord-cadre ne seront pas de nature à vider le présent accord cadre de sa substance car elles sont limitées et ne couvre pas l'ensemble des besoins des bibliothèques. Les commandes réalisées sur l'accord-cadre perdurent.

■ **Dématérialisation du suivi :**

L'acheteur peut notifier au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du

contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et

lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Néanmoins le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ **Confidentialité :**

Tous les renseignements, documents et objets qui sont communiqués au Titulaire et à l'ensemble de ses intervenants, équipes et sous-traitants éventuels, dans le cadre de l'exécution du marché sont considérés comme strictement confidentiels.

■ **Protection des données personnelles :**

Chaque partie à l'Accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'Accord-cadre.

Les données contenues dans ces supports, dans les documents, les données issues notamment des systèmes d'information, les données à caractère personnel intégrées dans les systèmes d'information sont strictement couvertes par le secret professionnel.

La réalisation des prestations par le Titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 du 27 avril 2016 sur la protection des données, le Titulaire et ses Sous-traitants s'obligent à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment de garantir qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

L'ENS-PSL, et le Titulaire, assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

Le Titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent accord-cadre, conformément aux modalités exposées par le présent accord-cadre et à toutes instructions complémentaires données par l'ENS-PSL. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement l'ENS-PSL.

Le cas échéant, le Titulaire collabore avec l'ENS-PSL pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le Titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le Titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition de l'ENS-PSL toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par l'ENS-PSL ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'ENS-PSL dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec l'ENS-PSL, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent accord-cadre sans l'accord écrit préalable de l'ENS-PSL et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du Titulaire est tenu de respecter les obligations présent accord-cadre. Il appartient au Titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur.

Le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'ENS-PSL des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du Titulaire au titre du présent accord-cadre, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le Titulaire communique à l'ENS-PSL le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du Titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

L'ENS-PSL se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire et son ou ses sous-traitants expressément agréé(s).

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'Accord-cadre, les modifications éventuelles demandées par l'ENS-PSL, afin de se conformer aux règles nouvelles, sont notifiées au Titulaire par l'ENS-PSL et sont d'application immédiate. La prise en compte des impacts administratifs et financiers de cette décision donne lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Enfin, le Titulaire s'abstient en toute hypothèse de reproduire, exploiter ou utiliser les données personnelles collectées à l'occasion de ses prestations à ses propres fins ou pour le compte de tiers, et

s'engage à modifier ou supprimer, soit à la demande de l'ENS-PSL, soit à la demande d'une personne concernée, et en toute hypothèse à l'achèvement de la finalité poursuivie et au terme de l'exécution de ses prestations, toute données personnelle collectée à l'occasion ou aux fins d'exécution desdites prestations.

■ **Mesures de sécurité :**

Il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le Titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées par la réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par le décret du 2 novembre 2011.

■ **Certification et sécurité des personnels**

Si la protection des intérêts essentiels de l'ENS-PSL l'exige dans le cadre de sa mission de service public, l'ENS-PSL peut soumettre l'accès à certains lieux où des mesures de sécurité s'appliquent, à l'agrément préalable des personnels du Titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) de l'ENS-PSL pour limiter les risques d'atteinte à l'ordre public et assurer la protection de la sécurité nationale.

Afin de permettre à l'ENS-PSL d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à fournir les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- le patronyme et les prénoms de son agent ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé :
 - carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
 - titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;

Par ailleurs, l'ENS-PSL se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité du lieu concerné, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée.

Les informations demandées ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent paragraphe, et ne sont pas conservées par l'ENS-PSL une fois connue la décision prise par le fonctionnaire de sécurité et de défense (FSD) pour l'ENS-PSL, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis est conservée par l'ENS-PSL.

Le Titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

■ **Mesures de portée générale**

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci envers l'ENS-PSL.

Les conditions d'agrément des sous-traitants sont celles prévues aux articles L. 2193-4 à L. 2193-7 du code de la commande publique.

A cette fin, le Titulaire doit préalablement informer l'ENS-PSL par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. L'ENS-PSL se réserve le droit de refuser le sous-traitant sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser, le cas échéant sous réserve que le sous-traitant s'engage à respecter des clauses de sécurité supplémentaires à celles imposées au Titulaire.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent Accord-cadre.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par l'ENS-PSL autorise celui-ci à résilier sans

indemnités l'Accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire.

Les personnels du Titulaire, ainsi que les sous-traitants éventuels, participant aux prestations du présent accord-cadre doivent se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution de l'accord-cadre, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'Etablissement du contractant. Ces personnels ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le présent accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à informer ces personnels de l'ensemble des obligations auxquelles ils sont soumis au titre du présent accord-cadre.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation de l'ENS-PSL, de tout élément connu dans le cadre du présent accord-cadre, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent accord-cadre.

Le non-respect par le Titulaire des prescriptions de sécurité du présent accord-cadre pourra entraîner la résiliation sans indemnité de l'accord-cadre à ses torts.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée à un tiers au contrat sans le consentement exprès, écrit et préalable de l'ENS-PSL, à moins d'une injonction d'une autorité judiciaire française. Dans cette hypothèse, le Titulaire en informe sans délai l'ENS-PSL avant toute communication, à moins que l'injonction judiciaire ne le lui interdise expressément. Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration de l'accord-cadre.

■ **Autres obligations du titulaire :**

Les stipulations complémentaires suivantes s'appliquent :

Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Les dispositions de l'article 6.2 du C.C.A.G.-F.C.S s'appliquent.

Respect des clauses contractuelles

Les stipulations des documents contractuels de l'accord-cadre expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution de l'accord-cadre, aucune nouvelle condition générale ou spécifique, sans l'accord exprès du Pouvoir Adjudicateur.

LITIGE ET SANCTIONS

7.3. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
----------	-----------------------------------

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	<p>Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, en cas de retard dans l'exécution des prestations, les pénalités suivantes s'appliquent :</p> <p><i>En cas de dépassement du délai de livraison, et en l'absence d'explications circonstanciées de la part du titulaire, par courrier postal ou courrier électronique, une pénalité forfaitaire de 5 euros par jour calendaire de retard et par titre concerné est applicable par l'ENS. Le montant cumulé des pénalités est alors déduit du montant de la facture.</i></p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.</p>

7.4. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Règlement des différends :

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

■ Tribunal compétent :

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
Télécopie : 01 44 59 46 46
Site internet : paris.tribunal-administratif.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

8. FIN DU CONTRAT

■ **Résiliation pour faute :**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ **Résiliation pour motif d'intérêt général :**

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général.

Le titulaire peut être indemnisée des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour permettre à l'acheteur d'apprécier la réalité des préjudices de l'indemnité.

■ **Garantie :**

Il sera fait le cas échéant application de l'article 33 du C.C.A.G-F.C.S.

■ **Régime de la garantie :**

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Les documents ayant des pages manquantes, des impressions, des reliures, des brochages défectueux, seront retournés, même estampillés, à tout moment au titulaire, à ses frais, pour échange dans le délai demandé par la personne publique.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire dispose de 2 mois pour effectuer les mises au point et réparations demandées. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Vérification de prestations* de l'article 6.2 du contrat déroge à l'article 28.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 7.3 du contrat déroge à l'article 14.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 7.3 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 7.3 du contrat déroge à l'article 14.1.2 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins. ...